sarreguemines

*Publié le*

**SERVICE REGLEMENTATION DU DOMAINE PUBLIC**
Tél. : 03 87 98 93 55

# ARRETE

Le Maire de la Ville de Sarreguemines,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L .2213-5 et L.2542.1 à L.2542-4
Vu le code de la Route,

Considérant la nécessité de garantir la sécurité des usagers et le bon déroulement des travaux de réparation télécom, 13 rue Sainte-Marie.

**Arrête**

**Article 1** : L'entreprise KMZ procédera, pour le compte de la société Orange à des travaux de réparation télécom au droit de l'immeuble situé 13 rue Sainte-Marie, **entre le 16 et le 30 novembre 2026.**

**Article 2** : Durant cette période, la circulation sera perturbée par le rétrécissement de la chaussée. Le stationnement sera interdit et qualifié de gênant.

**Article 3** : L'entreprise KMZ sera chargée de mettre en place les présignalisations et signalisations réglementaires de chantier au moins 48h avant la date de l'intervention.

**Article 4** : Afin d'assurer un recours en cas de litige, le demandeur devra justifier de la pose de ces panneaux en envoyant une photo, au moins **48h** avant la date de l'intervention, à l'adresse suivante : **police.municipale@mairie-sarreguemines.fr**

**Article 5** : Les infractions aux dispositions ci-dessus seront sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur. Tout véhicule laissé en stationnement en infraction au présent arrêté et dont la présence est de nature à apporter une gêne pour les travaux, pourra être enlevé par les soins de l'administration aux frais et risques de son propriétaire.

**Article 6** : Monsieur le Commandant de Police et tous agents de la force publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Sarreguemines, le 10 novembre 2026
Pour le Maire, l'Adjoint Délégué

Mairie de la Ville de Sarreguemines
Moselle

Sébastien JUNG

Le Maire :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de l'acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.